

Initiatives ministérielles

J'ai essayé de montrer que le pouvoir constitutionnel et légal pour modifier ce mandat, ce qui n'a pas été fait, relevait de la prérogative royale. La décision n'a pas encore été prise, et c'est pourquoi ce débat a lieu. À titre de membre du gouvernement, je dois dire que je suis reconnaissante aux députés des observations clairvoyantes et mûrement réfléchies que nous avons entendues aujourd'hui.

J'ai essayé de suivre le débat le plus possible, soit ici, soit à la télévision, car la décision que nous devons prendre n'est pas facile. Le mandat de nos forces reste inchangé. Certains Canadiens se trompent en disant que nos troupes ne combattront pas parce qu'elles sont là pour faire appliquer les sanctions. Elles auraient fort bien pu devoir combattre à n'importe quel moment, et il est bien évident qu'elles auraient adopté le comportement qui s'impose.

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, j'aurais une question à poser à la ministre.

Mais avant, je ferai remarquer que la ministre a fait allusion au conflit coréen d'il y a quelque 41 ans. Je suis étonné que la ministre ne l'ait pas signalé à la Chambre, mais elle n'ignore pas que les troupes qui se sont engagées dans ce conflit l'ont fait sous l'étendard des Nations Unies. Ce ne serait pas le cas des troupes qui seraient mêlées au conflit cette fois, si, au ciel ne plaise, la guerre éclatait.

Je tiens aussi à rappeler à la ministre, qui ne l'ignore sûrement pas, car elle est de Vancouver tout comme moi, que des milliers d'habitants de la Colombie-Britannique, des jeunes, des enseignants, des anciens combattants et bien d'autres, se sont réunis pendant le week-end au coeur même de sa circonscription, devant le musée d'art pour demander au gouvernement de ne pas plonger le Canada dans la guerre et de donner plus de temps aux sanctions, ainsi qu'à la diplomatie.

La ministre sait aussi qu'aujourd'hui, environ 2 000 étudiants très convaincus des paliers secondaire et universitaire ont manifesté pacifiquement à l'extérieur de son bureau.

Comment la ministre peut-elle défendre la politique de son gouvernement qui pourrait, dans à peine quelques heures, engager les troupes canadiennes dans une offensive militaire, dans une guerre dont les conséquences seraient catastrophiques?

La ministre a parlé de ce qui se passait au Koweït en ce moment. C'est un fait que la situation au Koweït est absolument déplorable, mais que se passera-t-il dans ce pays s'il y a la guerre? Des dizaines de milliers de Koweïtiens connaîtront la mort, l'environnement sera détruit et l'Iran ainsi que la Syrie émergeront de ce conflit comme les principaux protagonistes de la région.

La ministre n'est-elle pas disposée à admettre que les citoyens de la Colombie-Britannique et de Vancouver-Centre sont fondamentalement opposés à notre participation à une guerre et veulent qu'on laisse une chance aux initiatives de paix? Est-elle prête à prendre la parole, à reconnaître ce fait et à dénoncer cette folie qu'est la guerre?

Mme Campbell (Vancouver—Centre): Monsieur le Président, je suis la fille de deux anciens combattants. Par conséquent, je n'ai pas besoin qu'on m'entretienne des horreurs de la guerre. Je suis très préoccupée et je partage les craintes d'un grand nombre de résidents de la Colombie-Britannique. Par ailleurs, beaucoup de résidents de cette province ont aussi indiqué leur appui sans réserve à la position du gouvernement. La difficile question qui doit être tranchée consiste à déterminer la solution la plus coûteuse. Il est exact que la guerre est une perspective effrayante.

• (2100)

Je serais curieuse de savoir si les néo-démocrates estiment que les pays du monde entier n'auraient pas dû empêcher l'Irak d'envahir l'Arabie saoudite, parce qu'en fait il s'agit là du motif qui a fait intervenir la communauté internationale. L'agression irakienne devait être enrayée et cela ne pouvait se faire qu'en ayant recours à la force. Le fait de communiquer avec Saddam Hussein et de lui demander gentiment de ne pas envahir l'Arabie saoudite n'était pas une mesure très efficace, pas plus que les démarches des hommes d'État qui prétendent connaître Saddam Hussein et entretenir de bonnes relations avec lui.

Il n'y a peut-être personne ayant plus de chances d'être écouté par Saddam Hussein que Pérez de Cuellar, qui a joué un rôle tellement déterminant dans le règlement du conflit entre l'Irak et l'Iran. Le fait que celui-ci n'ait pu inciter ou amener Saddam Hussein à reculer constitue de toute évidence l'une des grandes défaites et tragédies de la carrière de ce diplomate.